

Initiatives ministérielles

• (1610)

[Traduction]

M. Taylor: Monsieur le Président, la motion libérale dont la Chambre est saisie propose un délai de six mois. Bien que le ministre ait défendu avec vigueur la taxe sur les produits et services, il n'a pas vraiment discuté de la possibilité de surseoir de six mois à la mise en application de la taxe, ni de retarder de six mois le débat sur la taxe sur les produits et services.

Je me demande si le ministre en est conscient. Je sais que les ministres sont souvent occupés et qu'ils n'ont pas toujours la possibilité de lire les journaux aussi régulièrement que certains de leurs collègues qui assument de moindres responsabilités. Et sans doute sait-il que le Parti libéral est engagé dans une campagne pour se doter d'un nouveau chef et qu'il exerce des pressions considérables pour faire progresser ce projet de loi. Pourtant, il continue d'exprimer à la Chambre sa vive opposition à la taxe sur les produits et services.

Cela dit, le ministre pourrait-il nous dire s'il pense que les libéraux qui ont présenté cette motion sont motivés par le désir de temporiser jusqu'à ce qu'un nouveau chef soit élu, de façon à pouvoir changer d'avis et appuyer la taxe sur les produits et services?

M. Loiselle: À l'instar de tous les ministres, évidemment, je ne lis jamais les journaux. Si je l'avoue, c'est qu'en ma qualité d'ancien journaliste, je sais pertinemment que le journal d'un jour pourra contredire le journal de la veille. Je ne prends pas les journaux aussi au sérieux que certains de mes collègues.

Par ailleurs, je sais que le Parti libéral doit se réunir pour élire un nouveau chef. C'est une excellente démarche démocratique. Je la suis de près, car j'estime important pour l'opposition de s'organiser. Jusqu'à maintenant, pour autant que nous puissions le constater, elle n'est pas très bien organisée.

Encore aujourd'hui, j'ai entendu un tas, non pas de sottises—le terme serait malvenu—mais de points de vue de la part de certains adversaires de la TPS qui sont à cent lieux de la réalité à laquelle nous songeons ou à laquelle nous travaillons.

Je pense aux gens âgés et au tourisme. Je suis plus convaincu que jamais que nous devons faire un effort sérieux pour diffuser l'information. Cette information, nous avons le devoir de la fournir. Nous entendons nous y

appliquer, de façon que nos honorables vis-à-vis comprennent enfin ce que nous faisons.

Il s'agit d'une taxe moderne. Ce que l'opposition qualifie d'arnaque fiscale, les gouvernements de 48 pays l'utilisent pour accroître leurs recettes. Ce ne doit pas être aussi extraordinaire que cela. Pourtant, nous rencontrons de l'opposition sur tous les plans.

Nous avons eu un livre blanc, des documents techniques et un débat. Nous tiendrons de nouveaux débats. Nous en discuterons à fond avec nos collègues de la Chambre et nous irons de l'avant. La TPS est nécessaire. Nous devons nous assurer de la suppression de la taxe sur les ventes des fabricants, la pire des mesures fiscales, afin de faciliter l'essor de nos industries ainsi que la création d'emplois et afin d'accroître notre compétitivité.

M. Young (Gloucester): Monsieur le Président, j'ai écouté avec attention les observations du ministre sur la taxe sur les produits et services. Je suis étonné qu'il laisse entendre que l'opposition n'est peut-être pas bien organisée en ce qui concerne la façon dont nous nous attaquons à la TPS.

Je pensais que le ministre serait impressionné du fait que l'opposition que suscite la taxe dans le pays s'est encore accrue depuis que le taux a été ramené de 9 à 7 p. 100. Le ministre n'a pas l'air de comprendre que c'est la population du Canada qui mène le combat contre la TPS.

Il est bon que les parlementaires des deux côtés de la Chambre exposent leurs points de vue. Ils ne sont peut-être pas tous du même avis. Toutefois, la population canadienne a décidé qu'elle s'opposait à la taxe sur les produits et services.

J'aimerais demander au ministre s'il estime que le gouvernement a bien présenté sa réforme fiscale en ce qui a trait à la TPS et la prétendue réforme de l'impôt sur le revenu qui lui fait pendant. Nous étions censés assister à la suppression de la surtaxe sur l'impôt sur le revenu. Nous étions censés voir une réduction du taux d'imposition des Canadiens à revenu moyen.

Le ministre est-il aussi satisfait des efforts déployés pour la TPS que de sa réforme des institutions financières?

Le ministre devrait y penser deux fois avant de dire que l'opposition n'est pas efficace pour ce qui est de proposer des solutions de rechange, lui qui, dans son propre secteur de responsabilité, reste là à rien faire pendant que les institutions financières de notre pays meurent d'impatience. Elles attendent désespérément une mesure légis-